



[npa.jeunes.free.fr](http://npa.jeunes.free.fr)

# LA FUTURE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR VA AGGRAVER L'AUSTÉRITÉ SUR LES UNIVERSITÉS !

Un quart des universités françaises sont actuellement en déficit, voire au bord de la faillite.

La crise budgétaire que traversent les universités ne doit rien au hasard. Elle est le résultat direct des réformes libérales mises en place par Sarkozy et que le PS n'a pas touchées une fois au pouvoir. Les causes sont l'autonomie des universités et l'instauration de la performance à tout prix. Elles produisent logiquement leurs effets : millions d'euros manquants dans les budgets, universités en déficit, concurrence accrue... Les conséquences sont dramatiques pour les étudiants et les personnels. Des postes sont gelés et supprimés, aggravant les conditions de travail. Des filières et des options sont fermés car par assez rentables. La sélection est mise en place à l'entrée de filières de plus en plus nombreuses. Le manque de moyens impose des amphis et des TD surchargés.

La casse de l'Enseignement supérieur devient une réalité. C'est un exemple frappant de ce que signifie une politique d'austérité pour un service public.

## Le gouvernement veut aller plus loin dans l'autonomie

Le gouvernement du changement aurait du signifier dès son élection l'abrogation de ces réformes et un réinvestissement massif dans l'enseignement supérieur. Fioraso, la ministre de l'Enseignement supérieur, préfère pourtant expliquer tranquillement qu'il faut aller plus loin dans l'autonomie des universités... De qui se moque-t-on ? Faut-il plus de sélection à l'entrée de la fac ? Plus de gels de postes de personnels ? Plus de filières qui ferment par manque de moyens ? Car c'est cela que signifie l'augmentation de l'autonomie des universités.

## Un objectif de casse des formations nationales

Un audit sur l'offre de formation des universités en France a été rendu en juillet dernier. Il préconise la rationalisation et la réduction de l'offre de formation. Concrètement il y aura donc moins de licences et de masters proposés dans les différentes universités. Pour l'instant les diplômes doivent être « validés » par le ministère. Bien sûr cela ne correspond pas à un cadrage national qui permettrait de garantir l'égalité de qualité sur tout le territoire et de faire reconnaître les qualifications sur le marché du travail. Mais même cette validation c'est encore trop ! C'est pourquoi l'audit propose aussi de mettre fin à la procédure d'habilitation nationale des formations.

Enfin est prévu la fermeture des filières à faibles effectifs avec des règles du type : « pas d'ouverture d'une UE à moins de 15 étudiants ». Combien d'options et de formations sont menacées par cela ?

Il s'agit de faire des universités des outils de pointe dans la compétition internationale, des outils répondant aux besoins des entreprises tant en terme de recherche rentable que de formation d'une main d'oeuvre adaptée à leurs besoins.

Le gouvernement a prévu de faire adopter une nouvelle loi en début 2013. Avec des intentions de ce type, il s'agira d'une nouvelle attaque contre les diplômés et les conditions d'études. Alors que notre avenir est déjà sombre à cause de la crise, il faut nous préparer à nous battre contre cette politique qui ne vise qu'à adapter l'enseignement supérieur aux besoins des capitalistes.

**Pour prendre contact : [contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)**

envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Prénom :

adresse :

Tel :

Mail :